Loïc J.D. Wacquant
Unité de Californie-Berkeley
Centre de Sociologie européenne du Collège de France

traduit par ***Noëlle Tourtois***

La métropole de Jackson à Clinton ou le passage du désordre des quartiers mal famés à la terreur des quartiers pauvres

LA VILLE, MELTING POT MORAL ET CREUSET DU DÉSORDRE

Avant de nous pencher sur ces préconceptions, il est important de souligner qu'elles n'émergent pas de nulle part. Elles ne se sont pas non plus formées au cours du dernier cycle de transformation urbaine, mais proviennent, et sont fortement et secrètement défendues par un ancien trope national, qui assimile l'agitation sur l'espace urbain, la peur de la masse anonyme des pauvres et le stigmate de la couleur noire.

L'histoire intellectuelle et sociale américaine est emprunte d'une « forte tradition d'anti-urbanisme », qui découle de diverses sources culturelles et religieuses (White et White 1962)[1]. Ce qui ne veut pas dire que l'image de la ville américaine soit entièrement dépourvue d'attraits et de touches de valeur. A partir de la Première Guerre Mondiale, un grand nombre de commentateurs de la vie urbaine ont cherché à souligner le rôle de la ville en matière de divertissements et d'innovations, en tant qu'espace libérateur de tutelles normatives et étouffantes et en tant que moteur de diversité culturelle, générateur d'ouverture d'esprit, de tolérance et de modernisme (Kasinitz 1994). La sociologie urbaine en particulier (de l'essai classique de 1938 de Louis Wirth sur « L'Urbanisme, un mode de vie » à la célèbre analyse de 1983 de Manuel Castell sur les mouvements sociaux urbains « populaires » en passant par le portrait bienveillant des « villageois urbains » établi par Herbert Gans en 1962) s'est montrée plutôt optimiste quant aux promesses de la vie urbaine. Mais ces visions ne sont que de faibles contrepoints au motif idéologique dominant de terreur face à une métropole dissolue.

La croissance des villes, qui a débuté sous Jackson, a toujours été perçue avec inquiétude, voire avec répugnance, tandis que l'urbanisation a été assimilée au concept alarmiste de « crise urbaine » (Lees 1985). Dans la vision puritaine du monde, avec son idéalisation romantique du village « communautaire » (gemeinschaftlich) et son antinomie profonde entre une sobre moralité familiale et les plaisirs sensuels débridés de la vie urbaine, la ville était, par définition, un cadre désordonné et menaçant, immonde et malsain à la fois.[2] C'était « le théâtre de la populace », un endroit immonde et sans pitié où des hordes d'envahisseurs non-Protestants, des sujets « étrangers » et « antipatriotiques » menaçaient de prendre le pouvoir, « le dépotoir des déchets européens, des gens inférieurs incapables de comprendre les valeurs américaines » (Fishman 1988).

Pour que la ville soit moins insalubre, voire vivable, il faudrait qu'on la civilise et que ses résidents soient soumis grâce à un mélange de coercition, d'amélioration de l'environnement et d'innovations institutionnelles : de

---

[1] Dans son ouvrage sur l'« expérience urbaine », Fischer (1976 : 16) fait remarquer qu'aux XVIII e et XIX e siècles, la culture nationale naissante des Etats-Unis « a retenu les aspects négatifs de la vie urbaine, tout en minimisant l'intention positive de la *civilisation* telle que l'entend la pensée européenne. Ces aspects, associés à la figure héroïque de l'habitant de la « frontier », ont donné à la pensée et aux lettres américaines une dimension fortement anti-urbaine ». Pour un débat d'ensemble sur les contrastes et les continuités transatlantiques en rapport avec « The City of Dreadful Night », voir Hall (1988 : 2-46).

[2] A ce jour, les grandes municipalités aux Etats-Unis aiment se représenter comme des congères de « villages » cohésifs ou des ensembles de « quartiers » homogènes, c'est-à-dire, sous des traits clairement préurbains. La sociologie urbaine américaine a coutume de décrire la ville comme « une mosaïque de petits mondes qui se touchent sans s'interpénétrer » (Park, Burgess and McKenzie : 1967 : 40), un ensemble d'« enclaves » lâchement assemblées mais intérieurement intégrées, où « identité » et « place » vont de pair (Abrahamson 1995).

la réglementation en matière de logements et de la fermeture des bordels à la création de centres et de jardins publics et à l'invention de la « philanthropie scientifique » et du travail social.[3] Cette attitude hostile à l'égard de la condition urbaine a engendré un éventail riche et varié de stratégies de contrôle socio-moral, d'où la sociologie américaine est issue (Boyer 1978) et dans le cadre duquel il faut replacer les récentes études sur la « classe inférieure » si l'on veut que leur conformation et leur intérêt soient pleinement intelligibles.

Au cours des cent cinquante dernières années, les ménages démunis et les groupes ethniques et raciaux inférieurs ont immanquablement été perçus comme les responsables de la désertion des villes, des dissensions sociales et de la débauche éthique. Dans les années 1830, la vague de croissance qui a brisé les colonies mixtes et cohésives des villes de la Côte Est a déclenché une profonde anxiété chez les élites américaines. Les villes naissantes étaient perçues comme des chaudrons bouillonnant de créatures licencieuses et brutales méprisant la moralité, ne rendant de comptes à personne et n'obéissant qu'aux ordres lascifs de leur chair pernicieuse (Boyer 1978).

L'association syntagmatique entre les villes et la frontière occidentale anarchique a accru l'appréhension vis-à-vis de la « jungle » provoquée par le développement industriel des villes (Warner 1972). Au milieu du siècle, avec l'extension de l'urbanisation à tout le pays, des foyers ardents de pauvreté et de « papisme » sont apparus partout et ont semé l'agitation à travers le pays. Les flots d'immigration et la formation de la classe ouvrière ont alimenté l'agitation sur « la reproduction des conditions européennes » et l'inquiétude liée à l'augmentation de la criminalité et du « paupérisme ». On pensait généralement que les bagarres tapageuses dans les rues, les guerres des gangs et la liberté sexuelle des « femmes de la rue » (Stansell 1987) présageaient l'imminence d'un cataclysme social. L'hostilité ne pouvait que s'étendre et se renforcer face aux répugnants creusets de perdition que les centres des villes étaient en train de devenir.

Dans les années 1870, « les quartiers pauvres des grandes villes ressemblaient de plus en plus à une vaste « jungle » méconnaissable hébergeant une « masse » qui menaçait d'engloutir le reste de la société urbaine » (Ward 1989). Il y régnait, dit-on, la promiscuité, l'anonymat et le manque de naturel qui, avec la provocation à outrance et le paganisme, concouraient à éroder les liens sociaux et à plonger les gens dans une confusion mentale et morale. Pour preuve, la dégradation progressive des bas quartiers sordides, la propagation cancéreuse de l'agitation ouvrière et la menace sourde d'une violence de masse. Au début du XX e siècle, la ville était devenue le foyer et le théâtre de campagnes corrosives de dénonciation, de purification et de grandeur civique, comme le prouve la popularité des « déterreurs de scandales » (« muckrakers ») et le remarquable succès législatif du mouvement antialcoolique ».[4]

Eu égard à l'étroite corrélation entre ruralité et républicanisme postulée très tôt par l'idéologie nationale, il n'est guère étonnant que la banlieue ait toujours représenté l'idéal de vie urbaine des Américains, qui sont profondément anti-urbains[5]. Depuis son importation

---

[3] Les écrits de Frederick Law Olmsted, le responsable de l'aménagement du territoire qui, plus que quiconque, a contribué à façonner l'image et la réalité de l'ordre métropolitain américain, ont été fort justement rassemblés sous le titre *Civilizing American Cities* (Sutton 1971).

[4] L'oeuvre la plus célèbre de Joseph Lincoln Steffens, éditeur de magazines et extraordinaire déterreur de scandales, s'intitule *The Shame of the Cities* (1904). Paul Boyer (1978) a montré que le « saloon » et le « bordel », les deux cibles des grandes croisades de l'ère du progrès contre la débauche urbaine, ont servi de « mots de code pour la très grande menace que représentait le changement social urbain ». Sur les bases sociales des campagnes aristocratiques destinées à enrayer le vice dans la métropole, voir également Beisel (1990) ; pour une sélection des oeuvres clés des déterreurs de scandales sur la période 1902-1912, voir Weinberg et Weinberg (1961).

[5] Thomas Jefferson l'a dit très clairement dans une déclaration de 1787 : « Nos gouvernements reste-

d'Angleterre dans les années 1870, la banlieue a été « à la fois le bénéficiaire du développement des villes et une sorte de protestation contre ce développement » (Fishman 1988). On pensait que les idéaux bourgeois en matière de propriété, d'intimité familiale et de convenance morale ne pourraient être réalisés dans les espaces restreints, hétérogènes et surpeuplés de la métropole. Car, pour remplir son rôle de source de moralité, une maison doit être individuelle, le travail et la domesticité doivent y avoir une place séparée, et toute affaire impie doit être écartée du foyer : les familles respectables se sont donc affirmées envers et « contre la ville » (Sennett 1970).

Mises à part les grandes forces impersonnelles de l'industrialisation, de l'immigration et de la machine politique, et outre les facilités dues aux nouvelles technologies de transport et de construction, la croissance et la forme des banlieues américaines ont été façonnées par le désir de ségrégation sociale et morale de la classe dominante vis-à-vis de la masse grouillante des citadins, dont l'agglutination physique ne pouvait qu'entraîner une dégradation éthique et l'indiscipline. Afin de pouvoir apprécier les politiques destinées à améliorer la situation des villes en « rejetant » les problèmes des quartiers pauvres vers les quartiers périphériques plus favorisés, il nous faut rappeler ici les origines sociales et historiques des banlieues.

Le « contrôle de la moralité régnant dans les villes » a perdu de l'ampleur après les années 1920 lorsque « le vieux stéréotype qui faisait de la ville un cloaque d'atrocité et un foyer de révolution » a cessé de hanter la conscience nationale (Boyer 1978) et que le pays a plongé au coeur de la Grande Dépression. Or, il ne s'est pas évanoui mais plutôt estompé, pour resurgir de plus belle un demi-siècle plus tard. Mais cette fois, l'esprit profondément anti-urbain des Américains s'est focalisé sur une cible plus sombre : les Noirs des basses couches sociales qui « envahissent » les anciens quartiers blancs et qui provoquent des émeutes au coeur de la métropole, matérialisant ainsi l'image de l'enfer urbain.

PROBLÉMES RACIAUX, OBSESSION DE LA PATHOLOGIE URBAINE : LES SYMBOLES DE LA VIE DANS LES QUARTIERS PAUVRES

Il est certain qu'au lendemain de la première guerre mondiale, la perception dominante de la ville a redéfini les thèmes à la mode au tournant du siècle — les bas quartiers, la corruption, l'incompétence des élus municipaux et les effets sociaux et moraux de la dégradation de l'environnement ; elle a également dénoncé de nouvelles préoccupations, comme le double dilemme de la décentralisation économique et de l'extension des banlieues. Tous ont fini par être irrémédiablement colorés et rapidement subsumés sous la question brûlante de « la race ». Sur la période 1960-1975 est apparu un thème unique, qui a unifié les fils disparates du « discours sur le déclin des villes » et l'a projeté au premier plan du débat sur la société (Beauregard 1993) : « Ce thème, la race, abordait le problème de la concentration, de la misère et de la rébellion des Nègres dans le centre des villes, et a entraîné une réaction de peur puis de panique ».

Une fois de plus, la métropole a été le théâtre d'une bataille acharnée entre les visions contradictoires sur l'ordre social sous l'influence des conflits et des mouvements raciaux, des soulèvements dans les ghettos et de la crise fiscale due aux départs massifs des Blancs nantis. Car, au cours des précédentes décennies, les Blancs des classes moyennes et aristocratiques avaient exprimé leur aversion irréductible pour la ville et fait savoir ce qu'elle représentait à leurs yeux — la pauvreté, les crimes, la congestion, des infrastructures décadentes et des espaces et des peuples non maîtrisés — au moyen « de

---

ront vertueux tant qu'ils seront à dominance agricole ; et ceci sera vrai tant qu'il y aura des terres inoccupées partout en Amérique. Quand ils seront entassés les uns sur les autres dans les grandes villes, comme les Européens, ils seront aussi corrompus qu'eux » (tiré de Carroll et Noble 1977). Cette même pulsion antiurbaine se traduit par la présence de parcs immenses au centre des villes américaines, où ils jouent le rôle d'instruments de prophylaxie socio-morale.

leurs pieds », c'est-à-dire en fuyant par millions vers les latitudes protégées pseudo-pastorales des banlieues, abandonnant pratiquement le centre des villes aux minorités arrivant en masse. Avec le soutien et la bénédiction du gouvernement fédéral, 5,8 millions de Blancs ont évacué le centre des villes dans les années 1950, pour un nombre net de Noirs émigrant des États du Sud de 1,5 million. Sur la seule période 1960-1966, 4,9 millions de Blancs se sont encore réfugiés dans les banlieues, contre 613000 nouveaux Afro-américains ayant fui le Sud pour la métropole du Nord (Commission Kerner 1988).

Au moment où l'élite gouvernant la ville espérait que cette dernière allait s'assainir grâce à l'épuration du « renouveau urbain » (Teaford 1990), des émeutes ont éclaté d'un bout à l'autre du pays, précipitant les centres industriels vieillissants dans un tourbillon fatal et morbide. En 1963-64, seize « émeutes graves dans lesquelles des Blancs et des Nègres étaient impliqués » ont éclaté, laissant présager de ce qui allait se passer. L'année suivante, trois journées d'affrontements violents ont anéanti Watts et répandu « un nouveau mouvement d'humeur dans les ghettos noirs à travers le pays ». En 1966, dans les villes américaines, on a dénombré quarante-trois émeutes. Et rien qu'au cours des neuf premiers mois de 1967, 164 incidents ont éclaté dans 128 villes différentes, avec pour point culminant cinq jours d'émeutes violentes à Detroit. Lorsque la police municipale motorisée, renforcée par la garde nationale du Michigan et 2700 troupes armées, a finalement fait cesser cette tourmente, on comptait 43 victimes (dont 40 dues aux forces de l'ordre), plus de 7000 arrestations et plus de 4000 incarcérations, ainsi que 700 édifices détruits et des dégâts s'élevant à des dizaines de millions de dollars (Commission Kerner 1988 ; Fine 1988).

Etant donné la situation des métropoles (bâtiments en flammes, pillage généralisé, signalement de tireurs isolés, affrontements de rue virulents, chars patrouillant dans les rues), il n'est guère étonnant qu'elles aient été qualifiées de très gravement « malades », d'« horribles », de « rudes » et, pour résumer, une fois de plus « en crise ».[6] Et personne ne contestait que cette crise avait été amenée par le déplacement massif des Noirs et le déplacement corrélatif du problème des castes des campagnes du Sud vers les centres industriels du Nord. En conséquence, le problème des bas quartiers est devenu le problème des ghettos ; l'étalement urbain et la péri-urbanisation ont été submergés par la polarisation raciale au sein de la métropole ; les collectivités municipales sont devenues l'affaire du Black Power ; la ville, génératrice de mobilité des immigrants, a vu cette fonction disparaître avec l'arrivée des Noirs du Sud, et la dégradation urbaine a été reléguée à la rubrique du renouveau urbain, un programme très vite qualifié de « déménagement des Nègres » (Beauregard 1993).

Les invocations prémonitoires de « jungle », d'« anarchie », d'« affaiblissement psychologique » et de « perversion » sont réapparues pour de bon (voir par exemple Banfield 1970) et, tandis que le pays frémissait à la perspective d'une « guerre raciale » totale, le débat public sur le sort de la ville se poursuivait dans les rues de ses principaux centres urbains (Orfield 1987, Leman 1991).

Pourtant, ce n'était pas une simple réitération des précédents débats, car désormais la puanteur du chaudron urbain était irrémédiablement associée à la souillure que représente la couleur noire. La misère inhumaine, la destruction morale et la décomposition sociale, jusque-là associées à la métropole en général, se sont avérées à la fois concentrées et exacerbées dans le ghetto — ou les quartiers pauvres (« inner city »), désignation faussement géographique qui eut tôt fait de

---

[6] Voir respectivement *The Sick City* de Mitchell Gordon (1963), *The Unheavily City* d'Edward Banfield (1970) et l'analyse incisive de Manuel Castell des mornes perspectives de *The Wild City* (1975). Le motif de la crise est omniprésent, mais il atteint son apogée à la suite des « longs étés chauds » de 1965-1967 ; Beauregard (1993) fait une dissection minutieuse de son (re)déploiement au cours de cette période mouvementée. Pour un échantillon varié, consulter Wilson (1968), Stephen et Peterson (1973), Piven et Cloward (1974), Gottdiener (1976) et Friedland (1983).

supplanter le terme plus restrictif de « ghetto », mais qui renvoie à la même réalité des quartiers noirs (mais également portoricains et mexicains) pauvres, menaçants et frappés par la ségrégation. Bien que « les pauvres de la ville aient été singularisés du fait qu'ils étaient à la fois responsables et victimes d'une liste effrayante de plaies morales et sociales » dans les années 1840, et que la menace d'un bas quartier d'immigrants planait sur les classes moyennes de natifs du pays (Boyer 1978), dans les années 1960, le ghetto est devenu une synecdoque et une métaphore des malheurs de l'Amérique et le sinistre entrepôt des dangers imminents de ses villes.[7]

Deux faits ont contribué à faciliter cette limitation sociale et spatiale du débat sur la dissolution urbaine et à affirmer l'équation entre pathologie urbaine et ghetto noir. Tout d'abord, du fait qu'ils sont les seuls à porter la souillure historique de l'esclavage et le fardeau de « l'éloignement du pays natal » qu'il entraîne (Patterson 1982), les Afro-américains étaient — et sont toujours — le groupe le plus sévèrement touché par la stigmatisation et l'ostracisme de la culture et de la civilisation américaines. Tout au long du XX^{e} siècle, ils ont constamment été placés au bas de « l'échelle ethno-sociale » (Warner 1963 ; voir également Davis 1991). Tous les indicateurs, qu'ils émanent des Blancs ou d'autres catégories ethniques et raciales inférieures, les ont classés bons derniers en termes de prestige social et de facilité d'assimilation (Waters 1994). Il importe donc d'analyser le « sous-système culturel et racial » le plus développé, celui des Afro-américains (Warner 1963 : 417-418), que l'institution du ghetto matérialise, précisément parce que la société dominante, celle des Blancs, leur a imposé des formes de subordination dont la portée, la rigueur et la persistance n'ont jamais encore été égalées.[8]

Ensuite, les immigrés noirs n'ont pas seulement emporté une marque collective, la « race », avec eux dans la métropole. En tant que groupe, ils étaient également perçus comme étant particulièrement sensibles aux forces déconcertantes et destructrices de la métropole. Dans An American Dilemma, Gunnar Myrdal fait remarquer que, depuis l'ère du Progrès, la « politique de protectionnisme social » dirigée contre eux a été alimentée par l'« opinion généralisée, dans les villes, que le Nègre devrait rester chez lui — dans les campagnes du Sud (Myrdal 1945). Les Afro-américains étaient un peuple agricole, que leur caractère et leurs inclinations destinaient à une vie simple, rythmée par le cycle de la nature, échappant aux exigences des systèmes sociaux complexes tels que ceux des villes. Il faut se rappeler les campagnes blanches de harcèlement et de propagande destinées à empêcher les Noirs de quitter les *États* du Sud (appelés « Dixie ») dans les années 1910 (car ils avaient un fort besoin de main-d'oeuvre) étaient soutenues par une faction importante de l'élite noire du Sud qui, craignant de perdre sa base politique précaire, affirmait que « le beau Sud ensoleillé » était « la patrie naturelle des Nègres » (Grossman 1989)[9].

---

[7] Par conséquent, dans les années 1960, le plus gros de la recherche dans le domaine sociologique était un effort quasi concerté pour contrer ce débat en vogue. Appréciez la manière dont l'étude influente de Rainwater (1970) sur l'infâme « quartier fédéral » de Pruitt-Igoe insiste sur le « caractère ordinaire » de la vie familiale des Noirs, même dans des conditions de marginalisation économique extrême et de souffrance sociale.

[8] L'oeuvre de Waters (1989) et de Portes et Stepick (1993) laisse à penser que cette échelle ethno-sociale est restée pratiquement intacte un demi-siècle après sa constitution initiale par W. Lloyd Warner et ses associés en 1945. Pour un exposé historique des origines de cette échelle ethno-sociale, voir Takaki (1990).

[9] Selon la tradition politique lancée par Booker T. Washington, l'agriculture et les activités agricoles s'y rattachant allaient servir de rampe de lancement pour l'affirmation sociale et l'indépendance économique des Noirs. Aujourd'hui, nous avons des échos de cette doctrine pastorale dans les appels séparatistes de la Nation Islamiste à la création d'un Etat Noir autonome basé sur la région Centre-Nord des Grandes Plaines. Peut-être est-ce cet attachement romantique à l'agrarianisme qui a amené Carol Marks (1989) à conclure, contre ses propres témoignages empiriques, que les Afro-américains n'ont pas profité de la « grande migration ».

Les sociologues de l'entre-deux-guerres étaient également alarmés par la vaste migration des Noirs vers le Nord. Différentes oeuvres datant de cette époque affirmaient que « les Noirs étaient davantage faits pour le travail agricole que pour le travail industriel », qu'ils « étaient mieux traités dans le Sud » et que « le stress et la pression de la vie urbaine » feraient augmenter leurs taux de pathologie sociale et de mortalité (McKee 1993).

De surcroît, on alléguait que les Afro-américains avaient été dépouillés de leur culture par la rude épreuve de la traversée de l'Atlantique et par un siècle d'esclavage à outrance. Ils étaient donc privés du « tampon culturel » que les autres groupes d'immigrés emportaient avec eux pour survivre à l'assaut du désert social et moral qu'est la ville. Le débat sur le principe de la « désorganisation » est un retour au dogme de l'extraordinaire vulnérabilité des Noirs aux pouvoirs corrosifs de la métropole. Il nous faut préciser ici qu'une telle « désorganisation » était perçue « comme étant une conséquence naturelle de l'impact de la civilisation moderne sur les traditions et les moeurs de gens simples de la campagne » qui n'étaient absolument pas préparés, voire inaptes, à la vie urbaine (Frazier 1940).

Ces deux notions ont été accentuées par le fait qu'à la suite de la « deuxième grande migration » (1940-1955), la population noire comptait plus de citadins et d'habitants de grandes villes industrielles que tout autre groupe important de la société américaine. En 1970, 70% de l'ensemble des Afro-américains résidaient dans des zones métropolitaines, contre 64% de Blancs, et les deux-tiers de la population noire ne vivant pas dans le Sud et le tiers du nombre total de Noirs aux États-Unis résidaient dans les douze plus grandes métropoles américaines (Kerner 1988). Quoi qu'il en soit, l'infamie extrême de la caste et la croyance en la profonde disparité existant entre la culture afro-américaine et les exigences de la vie urbaine ont convergé pour faire des Noirs des très basses couches sociales l'incarnation humaine collective de tout ce que la vie urbaine avait de repoussant. L'adjectif « urbain » lui-même devint très vite une capsule pour le mélange explosif couleur — crimes — émeutes — pourriture.[10]

Les changements sociaux urbains ont toujours été source d'appréhension. Mais, après l'« assiègement » de la métropole (Boesel et Rossi 1971) par des bandes de vagabonds noirs agressifs, est réapparu — une fois de plus — la peur et le fatalisme, voire le désespoir. Car si « la honte des villes » était désormais étroitement mêlée au « dilemme américain » de la race[11], à l'avenir elle devait être tenace. La Commission Kerner n'avait-elle pas prévenu que « seul un engagement sans précédent pour l'action nationale » pourrait prévenir le « sinistre avenir des villes » qui résulterait des « dégâts et de l'amertume liés aux désordres raciaux » (Commission Kerner 1988) ? Pourtant, un tel engagement était profondément contraire aux intérêts sociaux et fiscaux des électeurs des classes moyennes, qui avaient fui en masse vers les banlieues, précisément pour éviter d'avoir à supporter les charges de la reconstruction physique et de l'amélioration

---

[10] En 1968, la Commission Kerner (1988) a déclaré que les « émeutes civiles » qu'on lui avait demandé de diagnostiquer n'étaient « pas seulement un problème lié au ghetto racial ou à la ville... Ils sont endémiques à notre société et touchent à présent tous les Américains - les Noirs comme les Blancs, les hommes d'affaires comme les ouvriers d'usine, les habitants des banlieues comme ceux des villes ». Fait révélateur, la première personne nommée à la tête du nouveau Ministère de l'Urbanisme et du Logement, créé sous Lyndon Johnson, était l'Afro-américain Robert Weaver, auteur de *The Negro Ghetto* (1948) et de *Dilemmas of Urban America* (1969) - l'évolution des titres en l'espace de vingt ans montre bien le rapprochement des termes « urbain » et « ghetto noir ». Franklin (1991 : chapitre 4), qui s'est penché sur les usages contemporains de l'adjectif « urbain », indique que c'est un euphémisme pour les Noirs pauvres et les autres groupes ethniques et raciaux inférieurs.

[11] En 1965, *Life Magazine* s'est fait l'écho du déterreur de scandales Lincoln Stephens en proclamant que le ghetto était « la honte de la ville américaine moderne » (tiré de Beauregard 1993).

sociale des villes[12], qui n'auraient donc jamais lieu.

A peine avait-il retenti que l'appel euphorique de Lyndon Johnson à « reconstruire toutes les villes des États-Unis » (tiré de Beauregard 1993) prenait une tonalité pittoresque, voire surréaliste. A la suite du rapprochement des questions de la ville et de la race et du concept, plus général, de ghetto, la mort de la métropole n'a plus été perçue comme une situation remédiable nécessitant l'intervention proactive du gouvernement, mais comme un « problème urbain » insoluble — tel était le titre pour le moins inquiétant d'un volume commandé par l'Urban Institute à l'occasion du bicentenaire du pays (Gorham et Glazer 1976).[13] Puis, depuis le milieu des années 1960 et jusqu'à aujourd'hui, un flot continuel de rapports gouvernementaux, d'études savantes et d'actes constitutifs de fondations, et un nombre de comptes rendus journalistiques trop élevé pour que l'on puisse en dresser la liste ici, ont sondé et réfléchi sur la « crise urbaine ». A tel point qu'on ne peut que conclure que la crise doit être l'état fondamental de la métropole américaine contemporaine.

La renaissance urbaine des années 1980 (Teaford 1990) ne devait pas durer et n'a pas pu endiguer la montée de la consternation et de la peur entourant la « nouvelle réalité urbaine » — l'euphémisme employé au milieu des années 1980 pour la race, la désindustrialisation et la dégradation des quartiers pauvres (Peterson 1985). A partir des années 1990, la « crise urbaine » était devenue le synonyme scientifique et poli, à connotation politique, du croisement inquiétant et non résolu de la barrière raciale, de la marginalité et de la violence (Urban Institute 1995, Baldassare 1995, Smith et Feagin 1995, Sugrue 1996). La montée et la propagation du mythe semi-journalistique, semi-érudit des « classes inférieures » devait confirmer le développement d'une « nation étrangère » — « Alien Nation », pour reprendre le titre du tube de Public Enemy, le groupe de rap de Crompton — au coeur de la métropole américaine. Cette catégorie épouvantable est en vérité l'incarnation vivante, parlante, effroyable de la triple menace imaginaire que constitue la coalescence d'une urbanité déréglée, d'une pauvreté bien établie et de la honte d'être Noir. Lorsque la peur (Angst) endémique de la ville s'est transformée en hostilité méprisante, en « fureur latente » et en antagonisme violent envers les Noirs indisciplinés (Rieder 1985, Rubin 1987, Tonry 1995), les politiques nationales de « négligence coupable », envers tant de races que de villes, ont fait place à une campagne totale de discipline sociale, d'endiguement punitif et de répression pénale des résidents des ghettos (Chambliss 1994, Wacquant 1996).

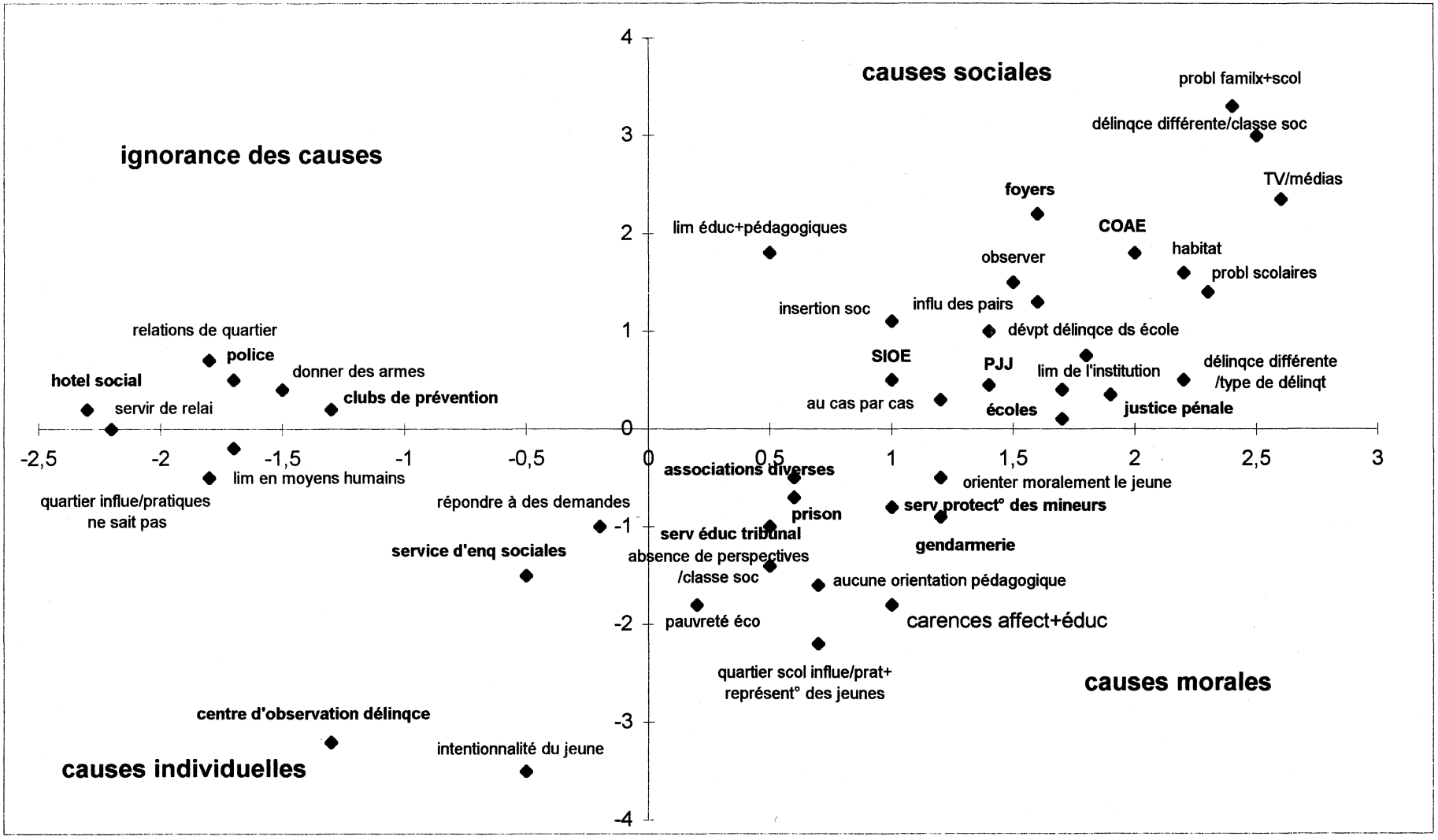
Rétrospectivement, les crises qui ont frappé les ghettos dans les années 1960 marquent un grand tournant dans la longue et sinueuse trajectoire du rapport idéologique qu'entretient l'Amérique avec ses villes : le point de fusion entre race, bien-être et décadence urbaine a été atteint. Jill Quadagno (1993) a montré que dans les années 1960, la « guerre à la pauvreté » et les politiques sociales s'étaient étroitement liées au problème de la race. De même les émeutes des « longs étés chauds » de cette décennie ont

---

[12] Comme Herbert Gans l'a affirmé dans un article plein de sous-entendus du *New York Times Magazine* de 1969 carrément intitulé : « Nous ne pourrons résoudre la crise urbaine que lorsque nous aurons la majorité au gouvernement » (« We Won't End the Urban Crisis Until We End Majority Rule ») (03/08/69, p. 13-14).

[13] Certains experts affirmaient même que la métropole était un système fonctionnellement obsolète qui avait dépassé sa durée limite de stockage (Beauregard 1993). Jay Forrester, professeur d'engineering au MIT, a réformé en 1969 les principes réactionnaires classiques de « perversité » et de « futilité », en concevant des modèles calculés par ordinateur visant à démontrer que les politiques urbaines ne pouvaient pas inverser le cycle de décadence urbaine, raciale et fiscale, mais qu'au contraire elles l'accéléraient. D'autres ont déclaré que la ville était absolument « ingouvernable » (Yates 1977), ou encore ont prédit qu'elle assumerait « le rôle d'une réserve d'Indiens, pour les pauvres, les déviants, les personnes indésirables, et pour ceux qui font des affaires (parfois il s'agit même de leur profession) en les administrant pour le reste de la société » (Long 1971). Ainsi les thématiques de « l'opiniâtreté » et de l'indiscipline sont au coeur de l'histoire dramatique des « classes inférieures ».

favorisé le rapprochement des adjectifs « urbain » et « noir », de sorte que les politiques urbaines ont été confrontées aux mêmes entraves idéologiques et politiques étouffantes que la politique sociale au cours des années suivantes. Elles ont déplacé l'appréhension des classes moyennes à l'égard de la métropole, de la ville en général aux quartiers pauvres. Elles ont également fait germer l'image répugnante des « classes inférieures ». Un spécialiste de sciences politiques libéral (tiré d'Edsall et Edsall 1991) ayant travaillé pour les présidents Kennedy et Johnson a constaté qu'après 1966, « l'image du Nègre n'était plus celle d'une victime non-violente, en prière et d'une patience à toute épreuve, des shérifs du Sud, mais celle d'un jeune truand rebelle criant « black power » et jetant des « cocktails Molotov » dans un bas quartier de la ville ». Remplacez les menaces politiques violentes par une menace d'ordre criminel tout aussi violente, et vous obtiendrez les « classes inférieures ».

L'obsession américaine de la pathologie urbaine est donc strictement axée autour des quartiers pauvres, l'incarnation hyperbolique de tous les fléaux sociaux et moraux de la métropole. La connotation sémantique extrêmement négative attachée à la ville au XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} s'est encore assombrie avec le concept de « race » et a été imputée aux résidents des ghettos en déclin. Profondément assimilé à la structure de la culture nationale, ces trois motifs obsédants — la ville, melting pot moral et creuset du désordre ; les basses classes sociales, agents de la contagion urbaine ; les Noirs, inaptes et nuisibles à la vie urbaine — constituent la toile de fond préétablie des débats, sur les bouleversements urbains et sur la barrière raciale, à la mode dans les années 1980. C'est à ces motifs et à leur rapprochement que la fiction savante des « classes inférieures » doit sa patine de réalisme et de vraisemblance.

Analyse factorielle des correspondances relative aux institutions